




REHABILITATION DU BÂTIMENT JEHAN ANGO DE LA RESIDENCE PANORAMA SITE MONT-SAINT-AIGNAN (76)



MAITRISE D'OUVRAGE :		
	CROUS NORMANDIE - 135, boulevard de l'Europe - CS 81816 -76042 ROUEN CEDEX	
- Service en charge du dossier	CROUS NORMANDIE - 23, avenue de Bruxelles - CS 25317 -14053 CAEN CEDEX	
	Tél : 06 70 63 13 50 @ : alexis.gallais@crous-normandie.fr Tél : 06 60 10 16 11 @ : cyriaque.cadran@crous-normandie.fr	
MAITRISE D'ŒUVRE :		
- Architecte	ARCHETUDE - 31, boulevard du Général de Gaulle - 60000 BEAUVAIS Tél : 03 44 48 95 66 @ : m-grandchamp@archetude.fr	
- Mandataire - BET TCE / Economiste	BETOM INGENIERIE - 42, rue Richelieu - 76600 LE HAVRE Tél : 02 99 27 05 05 @ : v.druard@betom.fr	
AUTRES INTERVENANTS :		
- Bureau de contrôle	Tél : @ :	
- Coordonnateur SPS	Tél : @ :	

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)			DCE	LBRE 24018
LOT N° 01 - DESAMANTAGE - DEPLOMBAGE - CURAGE				
Indice B	04/07/2025	Corrections au CCTP apportées suites aux remarques du MOA		
Indice A	02/07/2025	Emission initiale		
Rédigé par :	Arnaud BOURCET		Economiste	04/07/2025
Validé par :	Vivian DRUARD		Chef de Projets	04/07/2025

1	GENERALITES DU PROJET	4
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION	4
1.1.1	Objet des travaux	4
1.1.2	Rappels / organisation du CCTP	4
2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES	5
2.1	RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	5
2.1.1	Décrets, normes, et règlement	5
2.1.2	Assurances	7
2.1.3	Contraintes de chantier	7
2.1.4	Reprise de chantier par le marché de construction	7
2.2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	8
2.2.1	Engagement de l'entrepreneur	8
2.2.2	Démarches administratives	8
2.2.3	Coupures des branchements	8
2.2.4	Salissures du domaine public	8
2.2.5	Canalisations rencontrées	8
2.2.6	Dégradations des ouvrages conservés	8
2.2.7	Responsabilités de l'entrepreneur	9
2.2.8	Connaissance et visite des lieux	9
2.2.9	Bruits de chantier	9
2.2.10	Sécurité du travail	9
2.2.11	Mode d'exécution des travaux	10
3	DESCRIPTION DES OUVRAGES	11
3.1	ETUDES / INSTALLATIONS	11
3.1.1	Limites d'interventions	11
3.1.2	Connaissance du dossier et visite des lieux	11
3.1.3	Constat d'huissier	12
3.1.4	Installations de chantier et frais divers	12
3.1.4.1	Installations / base vie / stockage / divers	12
3.1.4.2	Branchements, réseaux divers, évacuations	12
3.1.4.3	Emprise sur domaine public	13
3.1.4.4	Protections diverses	13
3.1.5	Méthodologie de limitation des nuisances	13
3.2	DESAMIA NTAGE	13
3.2.1	Rapport de diagnostic amiante	13

3.2.2	Rapport de repérage amiante avant travaux sur enrobés -----	13
3.2.3	Réserves mise en évidence dans le rapport de repérage amiante-----	13
3.2.4	Dispositions générales -----	14
3.2.5	Plan de retrait -----	16
3.2.6	Installation de chantier de désamiantage-----	16
3.2.7	Point zéro de restitution-----	17
3.2.8	Demande d'acceptation préalable-----	17
3.2.9	Retrait des produits amiantés du site-----	18
3.2.9.1	Retrait des dalles de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire amiantés 22	
3.2.9.2	Retrait d'amiante sur béton amiantée -----	22
3.2.9.3	Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond amiantés-----	22
3.2.9.4	Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris de la paillasse amiantés -----	22
3.2.9.5	Retrait de la colle grise de faïence amiantée -----	22
3.2.9.6	Retrait du joint souple gris amianté sous évier-----	22
3.2.9.7	Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris du mur porteur -----	22
3.2.9.8	Retrait des dalles de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage amiantés-----	23
3.2.9.9	Retrait des colles grise de plinthe amiantés -----	23
3.2.9.10	Retrait de l'amiante sur béton gris du limon amianté -----	23
3.2.9.11	Retrait de l'amiante sur béton gris au sous-sol amianté -----	23
3.2.9.12	Retrait du conduit en fibre ciment amianté -----	23
3.2.9.13	Retrait de la peinture + enduit blanc + béton gris du muret (Extérieur) amiantés -----	23
3.2.9.14	Rappel au vu des résultats à considérer-----	23
3.2.10	Enlèvement des déchets -----	24
3.2.11	Transport -----	24
3.2.12	Suivi des déchets-----	24
3.2.13	Traitement des déchets amiantés -----	24
3.2.14	Empoussièrément-----	25
3.2.15	Mesure de 2ème restitution amiante après déconfinement -----	25
3.2.16	Reconnaissance des Flux et des Installations (RFI) en fin de chantier amiante -----	25
3.3	DEPLOMBAGE-----	26
3.3.1	Rapport de diagnostic plomb -----	26
3.3.2	Dispositions générales -----	26
3.3.3	Rapport d'état d'accessibilité au plomb -----	27
3.3.4	Rappel sur le plomb -----	28
3.3.5	Choix technique-----	29
3.3.6	Analyse des risques concernant le retrait des matériaux recouverts de peinture au plomb-----	29
3.3.7	Mesure de prévention collective -----	29
3.3.8	Précautions à mettre en œuvre liées à la présence de plomb -----	29
3.3.9	Protection des opérateurs travaillant sur des ouvrages avec peinture au plomb -----	30

3.3.10	Procédés de traitement des peintures au plomb du site -----	31
3.3.10.1	Retrait par décapage des garde-corps recouverts de peinture au plomb -----	31
3.3.10.2	Retrait par décapage des portes et huisseries des placards recouverts de peinture au plomb -----	31
3.3.10.3	Retrait par décapage des portes et huisseries d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb -----	31
3.3.10.4	Retrait par décapage des garde-corps et barreaudages d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb -----	31
3.4	DIAGNOSTIC PRODUIT EQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS – « PEMD »-----	32
3.4.1	Recherches des filières de traitement-----	32
3.4.2	Réemploi in situ-----	32
3.5	CURAGE -----	33
3.5.1	Responsabilité et sécurité générale-----	33
3.5.1.1	Responsabilité des dégradations causées -----	33
3.5.1.2	Sécurité générale-----	33
3.5.2	Travaux de dépose et de curage -----	34
3.5.2.1	Travaux de dépose et de curage proprement dit -----	34
3.5.2.1.1	<i>Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations sanitaires-----</i>	<i>34</i>
3.5.2.1.2	<i>Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations de chauffage -----</i>	<i>34</i>
3.5.2.1.3	<i>Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations électriques CFO CFA, -----</i>	<i>34</i>
3.5.2.1.4	<i>Dépose et enlèvement des équipements techniques du lot CVC PB implantés en toiture terrasse -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.5	<i>Dépose de l'ensemble des cloisonnements intérieurs -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.6	<i>Dépose des blocs-portes -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.7	<i>Dépose des isolants intérieurs -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.8	<i>Dépose de l'intégralité de la structure légère des façades -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.9	<i>Dépose des revêtements sols non amiantés -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.10	<i>Dépose des revêtements muraux non amiantés-----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.11	<i>Dépose de l'ensemble des menuiseries extérieures, et fermetures du bâtiment -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.12	<i>Dépose des ensembles métalliques garde-corps et autres -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.13	<i>Dépose du complexe d'isolation thermique extérieure existant et panneau de finition également -----</i>	<i>35</i>
3.5.2.1.14	<i>Au surplus suivant plans existants v/s plans projet -----</i>	<i>35</i>
3.5.3	Evacuation des gravois -----	35
3.5.4	Nettoyage / Repliement-----	35
3.5.5	Procès-verbal de fin de travaux-----	35
3.5.6	Dossier des ouvrages exécutés en fin d'intervention -----	36

1 GENERALITES DU PROJET

1.1 DEFINITION DE L'OPERATION

1.1.1 Objet des travaux

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) décrit les spécifications relatives aux travaux suivants :

Travaux de désamiantage, déplombage et curage, et ouvrages associés au préalable à la Réhabilitation du Bâtiment JEHAN ANGO de la résidence PANORAMA appartenant au CROUS et situé à MONT-SAINT-AIGNAN (76)

1.1.2 Rappels / organisation du CCTP

Le présent C.C.T.P. est présenté et articulé comme suit :

- **Chapitre 1 : Généralités du projet**
- **Chapitre 2 : Spécifications techniques générales**
- **Chapitre 3 : Descriptions des ouvrages**

Le présent C.C.T.P. aussi complet soit-il, ne peut prétendre à la description absolument détaillée des toutes les opérations à effectuer, l'entrepreneur devra étudier avec soin les pièces remises, se renseigner sur tout ce qui peut lui apparaître douteux, visiter les lieux où doivent s'effectuer les travaux afin de maîtriser toute l'étendue de son intervention.

En conséquence, l'entrepreneur devra signaler par écrit durant l'appel d'offres toute omission, manque de concordance ou erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents. Faute de quoi, il sera réputé avoir accepté les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

2.1.1 Décrets, normes, et règlement

L'entreprise du présent lot est tenue de respecter l'ensemble des textes (lois, décrets, normes, règlements, arrêtés, circulaires, certifications, etc, ...) en vigueur à la date de la signature du marché.

Les installations et les travaux seront déterminés et réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur au moment de l'exécution des travaux, notamment :

- Textes réglementaires.
- Normes.
- Règles professionnelles avis techniques.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature du marché et ceux applicables à date ultérieure, feront foi.

Respect des règles de l'art.

Les dispositions techniques adoptées par les ouvrages ainsi que les conditions de leur exécution, doivent être conformes aux règles de l'art.

Sont notamment réputés conformes aux règles de l'art, le respect des prescriptions des textes officiels et des organismes spécialisés, mais aussi les recommandations des constructeurs.

Il convient également de rappeler que l'application du règlement ne résout pas tout et que l'art de l'ingénieur à un rôle essentiel notamment pour traiter certains cas particuliers et certaines situations spéciales.

Tous les travaux concernant le désamiantage sont considérés à risques et sont donc soumis aux différents codes, textes officiels, recommandations et normes concernant le désamiantage et les risques d'exposition à l'amiante, en vigueur à la date de la consultation et notamment :

Textes réglementaires

Décrets

- Décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Décret 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
- Décret 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires précisant les modalités de repérage de l'amiante à bord des navires

Arrêtés

- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (rectificatif)
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif)
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 20 décembre 2017 relatif au modèle-type de la grille d'évaluation et au contenu du rapport de repérage prévus à l'article 4 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 dans le cadre du repérage de l'amiante à bord des navires

Circulaires

- Circulaire 96-60 du 19/07/96 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
- Circulaire DPPR/SDPD 97-0320 du 12/03/97 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets

En complément, liste non limitative :

- Les recommandations de la CNAMTS. Le guide ED6091 de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur le risque amiante.
- D.T.U. et Normes applicables aux travaux annexes et connexes aux travaux d'enlèvement et/ou de traitement d'amiante friable.
- Les avis techniques délivrés par le CSTB pour les nouveaux procédés.
- Les agréments délivrés par les compagnies d'assurances.
- Les règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers (protections collectives et individuelles).
- Le référentiel défini par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement « Gestion des sites (potentiellement) pollués ».
- Le guide de prévention de la CRAMIF ED 6091 - Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante.
- Les mesures préconisées par le coordonnateur SPS.
- Etc...

Les Décrets, normes, et règlement dispositions suivantes n'ont pas un caractère exhaustif ; en tout état de cause, les règles de l'art et le respect des normes et procédés en vigueur seront appliqués par l'entrepreneur.

Pendant toute la durée des travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune coactivité avec d'autres entreprises. Les accès à ces zones devront être très visiblement balisées et interdites physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées de son entreprise.

L'entreprise devra dans l'élaboration de son offre et dans l'exécution de ses prestations, tenir compte et respecter cette réglementation de la préparation (plan de retrait) jusqu'à la libération et mise à disposition des locaux.

2.1.2 Assurances

L'entreprise devra fournir une attestation d'assurance couvrant l'activité de désamiantage et de curage en cours de validité et indiquant le montant des garanties couvrant les travaux.

Il devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée suffisante par le Maître d'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

2.1.3 Contraintes de chantier

L'entreprise sera sensibilisée sur ce point et devra communiquer son planning avec intégration des investigations complémentaires.

Suivant les durées et les puissances sonores émises l'entreprise devra respecter des temps de repos (suivant la réglementation du travail) en coordination avec le SPS.

Les travaux devront être organisés suivant cette contrainte (alternances des démolitions, évacuations, tris, déposes, etc, ...).

Les méthodes chantiers seront choisies pour minimiser en priorité les nuisances des bruits et des poussières.

Toutes les mesures nécessaires pour limiter ces nuisances seront prévues par l'entreprise et décrites dans le cadre de la notice technique à remettre à l'appel d'offre.

2.1.4 Reprise de chantier par le marché de construction

L'Entrepreneur est tenu, au moment de la clôture de son marché de désamiantage et de démolition, d'effectuer un constat établi en présence du Maître d'Œuvre, et du Maître de l'Ouvrage. Un procès-verbal sera établi par le Maître d'Œuvre.

Ce Procès-verbal donne toutes les précisions quant aux travaux restant à exécuter par les Entrepreneurs du marché de construction, tel que défini dans les différents marchés.

2.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.2.1 Engagement de l'entrepreneur

L'entreprise est réputée s'être assurée qu'il n'y a aucun manque dans les prestations à fournir au titre du Marché dont elle est responsable afin d'assurer un achèvement complet de ses travaux dans les règles, obligations et contraintes imposées par les réglementations et normes en vigueur à la date de signature du marché.

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

2.2.2 Démarches administratives

L'entrepreneur fera siennes des démarches administratives auprès des services intéressés, afin d'obtenir toutes autorisations et renseignements nécessaires (voirie, décharge, etc, ...). En particulier, il entreprendra toutes les démarches auprès des services concernés pour, si nécessaire, obtenir l'autorisation d'emprise sur voirie.

2.2.3 Coupures des branchements

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, gaz, téléphone ou autres.

Etant donné que le marché de désamiantage /curage est réalisé en amont du marché de construction, la coupure des branchements reste à charge et sous la responsabilité du candidat du présent Marché.

2.2.4 Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

2.2.5 Canalisations rencontrées

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avvertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré, si nécessaire.

Les canalisations EU/EV rencontrées devront être boucher par du béton et/ou évacuer en décharge à la charge de l'entreprise.

2.2.6 Dégradations des ouvrages conservés

Toutes dégradations occasionnées aux canalisations, lignes EDF, PTT, gaz, eau, voirie espaces verts conservés, ouvrages de maçonnerie conservés etc, ... pendant l'exécution les travaux de démolition, seront réparées et ce, à la charge de l'entrepreneur du présent lot.

2.2.7 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

2.2.8 Connaissance et visite des lieux

L'entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouvent. Il est donc censé connaître parfaitement les moyens d'accès, de circulations dans les étages ainsi que les servitudes et contraintes diverses.

La visite de site fera partie de la note valeur technique de l'offre. L'entrepreneur devra se rendre sur place afin de juger de l'état des lieux, de l'importance des travaux à exécuter et de se rendre compte des difficultés du travail à exécuter. Il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre

Il est bien précisé qu'aucune indemnité ne sera allouée en cours et après travaux pour méconnaissance des ouvrages visibles à déposer et démolir ou " oubli " dans l'offre de prix

2.2.9 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

Protection contre les nuisances sonores, suivant arrêté municipal 2004-1975 du 28mai 2004 relatif à la lutte contre le bruit.

À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

2.2.10 Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable du chantier et d'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement et vérifiera que le personnel, à sa disposition, (quelle que soit la qualification) utilise tous les dispositifs de sécurité individuelle.

En cas de défaut, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur de Sécurité peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou délais.

2.2.11 Mode d'exécution des travaux

Les méthodes de curage sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de curage devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité
- l'étanchéité des constructions contiguës

et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier

En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié ici : l'emploi d'explosif est interdit.

Les prix de démolitions, déposes percements seront décomposés par nature d'ouvrage

- emploi d'engins appropriés pour la découpe nette des bétons
- emploi de marteau piqueur insonorisé réservé aux menus ouvrages
- exécution suivant phasage déterminé pendant la période préparatoire et en accord avec le Maître d'Ouvrage

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.1 ETUDES / INSTALLATIONS

3.1.1 Limites d'interventions

Les travaux de démolitions, curage, déplombage, et désamiantage décrit au présent CCTP concernent l'immeuble réhabilité suivant :

Bâtiment JEHAN ANGO de la résidence PANORAMA



Les travaux de démolitions liés à la structure porteuse sont à la charge du lot gros-œuvre.

3.1.2 Connaissance du dossier et visite des lieux

L'entrepreneur sera engagé dans son marché en toute connaissance de cause.

Son offre a pris en compte toutes les sujétions et en particulier celles découlant :

- des bâtiments existants et leur configuration, aux voiries et réseaux existants
- des contraintes relatives aux constructions voisines ou à la configuration du sol
- des contraintes de phasage définies au calendrier général des travaux
- des contraintes d'accès et dessertes du chantier, d'approvisionnement, de stationnement et circulation
- des règlements administratifs en vigueur (sécurité, circulation, bruit, nuisance)
- travaux réalisés en site inoccupé (pas de contrainte particulière)

Après vérification de l'ensemble des documents en sa possession, il devra signaler à la maîtrise d'œuvre toutes les erreurs, discordances ou omissions qu'il aura pu constater.

Il procédera à la prise en charge du chantier et ne pourra réclamer aucun supplément du fait de sa mauvaise appréciation des diverses sujétions énumérées ci-avant et celles éventuellement non précisées au présent descriptif.

L'entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouvent et ce à la notification de l'ordre de service du marché.

3.1.3 Constat d'huissier

L'Entrepreneur, en présence des représentants du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre doit faire dresser à ses frais par un homme de loi agréé, un constat des lieux, des ouvrages voisins, des voiries existantes. Cette pièce est accompagnée de toutes photographies, croquis nécessaires attestant de façon visuelle l'état des lieux pour lesquels ces documents sont jugés utiles. Copies de ces actes et documents qui les accompagnent sont fournies en double exemplaire à titre gracieux au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre. Un constat semblable doit être établi par l'entreprise pour les voies, les espaces extérieurs.

La convocation aux opérations de constat est adressée par l'Entrepreneur en recommandé avec A.R. aux différentes parties au moins trois semaines avant les opérations : le texte de la convocation doit être soumis au Maître d'œuvre avant expédition.

Le P.V. du constat est diffusé en recommandé avec A.R. à chaque partie 15 jours après les opérations de constat par l'Entrepreneur titulaire du marché.

Localisation :

- **Constat des lieux du bâtiment réhabilité proprement, des ouvrages voisins, voiries existantes au droit des ouvrages à réaliser par le présent lot**
- **Constat à porter sur le boîtier terminal de la Fibre optique prévu conservé qui ne devra pas être dégradé**

3.1.4 Installations de chantier et frais divers

3.1.4.1 Installations / base vie / stockage / divers

Les travaux de désamiantage, curage, déconstruction seront réalisés en amont des travaux de construction.

L'entreprise attributaire du présent lot ne participera pas au financement du Compte Prorata du chantier.

Installation de chantier à la charge du présent lot durant les travaux de déplombage / curage / désamiantage **avec une installation spécifique dédiée aux travaux de désamiantage (décrit ci-après):**

- Clôtures « rigide » avec occultation pour éviter les regards sur les ouvrages en cours de travaux. Les fixations des barrières devront être suffisamment solides pour lutter contre les éventuels coups de vent. Les clôtures seront facilement démontables, permettant la manœuvre des engins et la fermeture du chantier en dehors des heures ouvrables
- **Mise en place de signalétique « chantier sous surveillance vidéo »**
- Cabine de chantier mobile, intégrant un sanitaire et un vestiaire
- Frais de branchement concessionnaires, frais de voirie, etc, ...à la charge du présent lot,
- Repli des installations de chantier des travaux de démolition (**curage et dépose ici**) dès le démarrage des travaux de terrassements

Localisation :

- **Installation de chantier jusqu'à la fin de son marché.**

3.1.4.2 Branchements, réseaux divers, évacuations

Branchements provisoires : eau potable + électricité.

Le chantier devra être alimenté en eau et en électricité par des branchements provisoires, demandés et réalisés à ses frais, par l'entreprise titulaire du présent lot, y compris démarches auprès des services concessionnaires, location et entretien des compteurs. Tous les frais relatifs à ce branchement provisoire sont à la charge de cette entreprise.

Pour se faire, la mise en place de sous compteur sera réalisée par le présent lot.

L'évacuation des EU/EV pendant la durée des travaux de l'entreprise sera gérée par l'entreprise et à ses frais.

Ces branchements et compteurs seront déposés et évacués avant intervention du lot Gros-œuvre.

3.1.4.3 Emprise sur domaine public

En fonction de l'installation de chantier provisoire du présent lot et exécution des travaux, il peut s'avérer nécessaire d'empiéter sur le domaine public.

L'entreprise procèdera aux démarches utiles auprès des services techniques de la Ville pour l'obtention des autorisations requises au vu de son installation de chantier et des incidences sous l'exécution des travaux.

Les participations financières requises par les différentes administrations restent à la charge de l'entreprise.

3.1.4.4 Protections diverses

L'entreprise devra prévoir dans son offre toutes les protections nécessaires des héberges et avoisinants.

3.1.5 **Méthodologie de limitation des nuisances**

Dans le cadre de la limitation des nuisances il sera proposé par l'entreprise une méthodologie d'intervention sur chantier se rapprochant d'une charte de chantier propre (horaires d'interventions, contraintes de fonctionnement de l'existant, tri des déchets, économies d'eau et d'énergie, propreté des voiries extérieures et des circulations internes aux bâtiments, etc.).

L'entreprise s'engage à mettre en œuvre les dispositifs pour répondre aux objectifs décrits dans ce document et réalisera en interne un suivi et une formation des personnels des entreprises.

L'entreprise devra désigner un référent environnemental trier les déchets et fournir les bons de mise en déchetterie. Fournir les bons de livraison ou factures de tous les isolants.

3.2 **DESAMIANTEMENT**

3.2.1 **Rapport de diagnostic amiante**

Des rapports de diagnostics amiante ont été établis avant travaux et sont joint au DCE :

RAAD– n° 24-CROUS-2-Amiante

Etabli le 30/07/2024 par la société Chevalier DIAG

Ce rapport met en évidence :

- **La présence des matériaux et produits contenant de l'amiante**

RAAD 24-CROUS-2 - IMMEUBLE JEHAN ANGO - BVD SIEGFRIED - MONT-ST-AIGNAN - AMIANTE REV.1

Etabli le 30/04/2025 par la société Chevalier DIAG

(Nota : ce sera le Rapport amiante à considérer dans le cadre de l'opération)

Ce rapport met en évidence :

- **La présence des matériaux et produits contenant de l'amiante**

3.2.2 **Rapport de repérage amiante avant travaux sur enrobés**

Un diagnostic de repérage amiante sur les extérieurs avant travaux est joint au DCE :

RAAD– n° 24-CROUS-2D2-Amiante

Etabli le 29/07/2024 par la société Chevalier DIAG

Ce rapport met en évidence :

- **L'absence d'amiante HAP dans les enrobés**

3.2.3 **Réserves mise en évidence dans le rapport de repérage amiante**

RAAD– n° 24-CROUS-2-Amiante

Etabli le 30/07/2024 par la société Chevalier DIAG

- Néant (pas de réserves mises en évidences)

RAAD 24-CROUS-2 - IMMEUBLE JEHAN ANGO - BVD SIEGFRIED - MONT-ST-AIGNAN - AMIANTE REV.1

Etabli le 30/04/2025 par la société Chevalier DIAG

- Néant (pas de réserves mises en évidences)

3.2.4 Dispositions générales

L'attention de l'entreprise est attirée sur les précautions et dispositions particulières à prendre pour la réalisation de travaux sur des ouvrages contenant de l'amiante, au vu de la législation existante, et plus particulièrement :

Réglementation «Santé Publique» :

- Code de la santé publique, articles R 1334-14 à R 1334-29-9 ; articles R 1337- 2 à R 1337-5 et annexe 13-9
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.

Réglementation «Travail» :

- Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Code du travail, articles L 4121-1 et suivants et R 4412-94 à R 4412-148
- Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1
- Code du travail, articles D 4121-6 à -9 et arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés
- Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Réglementation «Construction et habitat» :

- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48)
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment

Réglementation «Environnement» :

- Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux
- Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)
- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*03

Réglementation «Installations classées» :

- Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718)
- Circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-369
- Arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718

Réglementation «Transport» :

- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit «arrêté TMD»)
- Règlement ADR : accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route
- Règlement RID : règlement européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie ferrée
- Règlement ADN : accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures

Réglementation européenne :

- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale
- Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail
- Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services

Normes :

- NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entreprises
- NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises
- NF X 43-050, Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission — Méthode indirecte
- NF X 43-269, Qualité de l'air — Air des lieux de travail — Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP
- NF X 46-020 Repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie
 - NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis — Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante — Mission et méthodologie
- NF EN 529, Appareils de protection respiratoire — Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance — Guide (indice de classement : S 76-005)
- NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014)
- NF EN 12021, Appareils de protection respiratoire — Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006)
- NF EN 12941, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034)
- NF EN 12942, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035)
- NF EN 14593-1, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 1 : Appareil avec masque complet — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)
- NF EN 14593-2, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058)
- NF EN 14594, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)
- NF EN ISO 16000-7, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7)

Documents de référence :

- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS
- Guide ND 2137:2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS
- GA X 46-033, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO.

Les dispositions suivantes n'ont pas un caractère exhaustif; en tout état de cause la méthodologie de l'entreprise devra être obligatoirement validée par les organismes officiels de prévention (Inspection du travail, CRAM, QPP BTP, Médecine du travail).

3.2.5 Plan de retrait

L'entreprise devra établir un plan de retrait, conformément à l'article 27 section 2 chapitre III du décret 96-98 du 7 février 1996, soumis pour avis au CHSCT (ou à défaut aux délégués du personnel) et au Médecin du travail et transmis 1 mois avant le début des travaux à l'inspection du travail, à l'OPPBTP et au service prévention de la CRAM du lieu des travaux de désamiantage.

Toutes dispositions concernant la sécurité des travailleurs seront prises en concertation préalable avec les organismes de prévention (OPPBTP/ CRAM / inspection du Travail) pour convenir d'une méthodologie validée par le biais du plan de retrait précisant les points suivants :

- moyens de dépose (limitation de l'émission de fibres).
- protections collectives de la zone de travail.
- protections individuelles (équipements respiratoires, vêtements de travail).
- contrôle du personnel
- etc.

3.2.6 Installation de chantier de désamiantage

Avant tout commencement de dépose, l'entreprise aura à sa charge l'installation de chantier.

Cette prestation comprend l'installation de chantier propre au désamiantage et à minima :

- Les moyens de confinement des zones concernées
- Les moyens de mise en dépression y compris leurs secours
- SAS d'accès et de décontamination
- Aire identifiée et protégée de stockage avant enlèvement.

Cette dernière devra être entièrement autonome et comprendra les éléments suivants :

Alimentation :

L'armoire électrique de l'entreprise devra être indépendante.

L'installation électrique provisoire est à l'entière charge financière de l'entreprise ainsi que son branchement sur l'armoire générale.

L'entreprise devra prévoir l'apport d'un groupe électrogène afin de palier à toute déficience du réseau public et éviter l'arrêt des aspirateurs.

Confinement :

Montage du confinement par calfeutrement des ouvrants en façade et des portes et baies libres intérieures, par :

- Film polyane double peau de 200 microns d'épaisseur minimum, avec recouvrement entre les lés de 20 cm minimum
- Bandes adhésives entre lés
- Mousse polyuréthane

Extracteur :

Mise en place d'extracteur d'air (débit suivant étude de l'entreprise), avec caisson de filtration, d'une capacité permettant un renouvellement d'air de 4 volumes/heure minimum.

La filtration comprendra 3 filtres dont un filtre THE d'une efficacité de 99,997% selon la norme NFX 44.013

Dépoussiérage régulier :

Le dépoussiérage de l'enceinte confinée se fera par aspiration à l'aide d'aspirateurs industriels équipés de filtres absolus ainsi que de brosses et embouts divers :

- cette opération concerne l'ensemble des matériaux et matériels compris dans la zone
- les filtres sont changés autant de fois que nécessaire, à la charge de l'entreprise
- le sol de la zone de travail sera maintenu constamment propre pour un ramassage régulier des déchets et par nettoyage

Dépose du confinement après inspection visuelle probante, démantèlement des couches de polyane.

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.7 Point zéro de restitution

L'entrepreneur procédera donc à la mesure initiale du niveau d'empoussièrement avant d'engager les travaux. Il s'agira du point zéro.

Pendant la durée du chantier, des contrôles ponctuels et dispersés seront réalisés pour vérification de non-dépassement des seuils réglementaires d'exposition du personnel (VLEP de 0.1 fibre/cm³ sur 1 heure). A la restitution des lieux, une mesure finale sera également réalisée.

3.2.8 Demande d'acceptation préalable

Le titulaire du lot effectue dès la notification du marché, auprès des installations de destruction des déchets amiantés, une demande d'acceptation préalable des déchets. Le certificat d'acceptation au préalable (CAP) donne toutes les indications utiles caractérisant les déchets contenant de l'amiante.

Il participe en complément du Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (B.S.D.A - document CERFA) au suivi du déchet.

3.2.9 Retrait des produits amiantés du site

L'entrepreneur doit le retrait préalable de tous les matériaux contenant de l'amiante situés sur le site avant de procéder à la démolition des bâtiments (**dépose et curage ici**) ou de leur réhabilitation dans le respect des Règles de l'Art et de la réglementation en vigueur et plus particulièrement au respect des articles R4412-94 à R4412-148 du code du Travail.

La présence des matériaux et produits contenant de l'amiante a été repérée selon les rapports de diagnostics suivant :

**RAAD 24-CROUS-2 - IMMEUBLE JEHAN ANGO - BVD SIEGFRIED - MONT-ST-AIGNAN - AMIANTE
REV.1**

Etabli le 30/04/2025 par la société Chevalier DIAG

Conclusion amiante :

Dans le cadre de mission décrit en tête de rapport, il a été repéré :

- Des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire :

- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 421 - Chambre) (Echantillon 12)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 421 - Salle de bain) (Echantillon 20)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 422 - Chambre) (Echantillon 25)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 423 - Chambre) (Echantillon 28)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 424 - Chambre) (Echantillon 31)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 425 - Chambre) (Echantillon 35)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 425 - Salle de bain) (Echantillon 43)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 426 - Chambre) (Echantillon 47)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 427 - Chambre) (Echantillon 50)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 428 - Chambre) (Echantillon 55)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 429 - Chambre) (Echantillon 58)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 430 - Chambre) (Echantillon 62)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 431 - Chambre) (Echantillon 65)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 432 - Chambre) (Echantillon 69)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 433 - Chambre) (Echantillon 73)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 433 - Salle de bain) (Echantillon 81)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 434 - Salle de bain) (Echantillon 85)

Repérage Amiante - Travaux n° 24-CROUS-2 REVISION 1



- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 435 - Chambre) (Echantillon 88)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 436 - Chambre) (Echantillon 92)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 402 - Chambre) (Echantillon 107)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 403 - Chambre) (Echantillon 114)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 406 - Chambre) (Echantillon 118)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 407 - Chambre)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 407 - Salle de bain) (Echantillon 127)
- o Peinture blanche + enduit blanc + béton gris du plafond (4ème étage - Logement 407 - Salle de bain) (Echantillon 131)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 409 - Chambre) (Echantillon 135)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 412 - Chambre) (Echantillon 139)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 414 - Chambre) (Echantillon 144)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 416 - Chambre) (Echantillon 149)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 416 - Salle de bain) (Echantillon 157)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 416 - WC) (Echantillon 158)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 417 - Chambre) (Echantillon 162)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire (4ème étage - Logement 420 - Chambre) (Echantillon 166)
- o Revêtement de sol souple + colle jaune + ragréage gris (4ème étage - Escalier) (Echantillon 178)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 322 - Salle de bain) (Echantillon 192)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 323 - Chambre) (Echantillon 196)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 326 - Chambre) (Echantillon 201)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 326 - Salle de bain) (Echantillon 209)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 327 - Chambre) (Echantillon 213)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 329 - Chambre) (Echantillon 218)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 331 - Chambre) (Echantillon 223)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 334 - Chambre) (Echantillon 228)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 334 - Salle de bain) (Echantillon 236)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 335 - Chambre) (Echantillon 240)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 301 - Chambre) (Echantillon 245)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 303 - Chambre) (Echantillon 264)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 306 - Chambre) (Echantillon 268)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 308 - Chambre) (Echantillon 274)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 308 - Salle de bain) (Echantillon 282)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 309 - Chambre) (Echantillon 286)

Repérage Amiante - Travaux n° 24-CROUS-2 REVISION 1



- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 311 - Chambre) (Echantillon 291)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 313 - Chambre) (Echantillon 296)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 315 - Chambre) (Echantillon 301)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 315 - Salle de bain) (Echantillon 309)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 317 - Chambre) (Echantillon 313)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (3ème étage - Logement 319 - Chambre) (Echantillon 318)
- o Béton gris (3ème étage - Escalier 1) (Echantillon 334)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (3ème étage - Escalier 1) (Echantillon 337)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris de la paillasse (3ème étage - Escalier 1) (Echantillon 338)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 222 - Chambre) (Echantillon 339)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 223 - Chambre) (Echantillon 344)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (2ème étage - Logement 223 - Chambre) (Echantillon 348)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 223 - Salle de bain) (Echantillon 352)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (2ème étage - Logement 223 - Salle de bain) (Echantillon 354)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 226 - Chambre) (Echantillon 356)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 226 - Salle de bain) (Echantillon 364)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris (2ème étage - Logement 226 - Salle de bain) (Echantillon 366)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 227 - Chambre) (Echantillon 368)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 229 - Chambre) (Echantillon 373)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 232 - Chambre) (Echantillon 378)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 233 - Chambre) (Echantillon 390)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 201 - Chambre) (Echantillon 400)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 203 - Chambre) (Echantillon 419)
- o Colle grise de faïence (2ème étage - Logement 206 - Salle de bain) (Echantillon 428)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 208 - Salle de bain) (Echantillon 437)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 210 - Chambre) (Echantillon 441)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 211 - Chambre) (Echantillon 446)
- o Joint souple gris sous évier (2ème étage - Logement 211 - Chambre) (Echantillon 448)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 213 - Chambre) (Echantillon 451)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 216 - Chambre) (Echantillon 456)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 217 - Chambre) (Echantillon 461)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (2ème étage - Logement 220 - Chambre) (Echantillon 466)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du mur porteur (2ème étage - Escalier 1) (Echantillon 481)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (2ème étage - Escalier 1) (Echantillon 482)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris de la paillasse (2ème étage - Escalier 1) (Echantillon 483)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 123 - Chambre) (Echantillon 492)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 126 - Chambre) (Echantillon 497)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 128 - Chambre) (Echantillon 503)

Repérage Amiante - Travaux n° 24-CROUS-2 REVISION 1



- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 128 - Salle de bain) (Echantillon 511)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 129 - Chambre) (Echantillon 515)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 131 - Chambre) (Echantillon 520)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 134 - Chambre) (Echantillon 525)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris+ dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 134 - Salle de bain) (Echantillon 533)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 136 - Chambre) (Echantillon 537)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 101 - Chambre) (Echantillon 542)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 103 - Chambre) (Echantillon 549)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 106 - Chambre) (Echantillon 554)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 108 - Chambre) (Echantillon 559)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 109 - Chambre) (Echantillon 564)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris+ dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 111 - Chambre) (Echantillon 569)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 111 - Salle de bain) (Echantillon 576)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 114 - Chambre) (Echantillon 580)
- o Dalle de sol dure + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (1er étage - Logement 117 - Chambre) (Echantillon 590)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 120 - Chambre) (Echantillon 595)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure + colle noire (1er étage - Logement 120 - Salle de bain) (Echantillon 603)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (1er étage - Escalier 1) (Echantillon 615)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris de la pailasse (1er étage - Escalier 1) (Echantillon 616)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol souple + colle noire + ragréage gris (Rez de chaussée - Logement 1 - Chambre) (Echantillon 619)
- o Dalle de sol dure + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (Rez de chaussée - Logement 12 - Chambre) (Echantillon 626)
- o Dalle de sol souple + colle jaune +dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (Rez de chaussée - Logement 12 - Salle de bain) (Echantillon 634)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire +ragréage gris (Rez de chaussée - Logement 3 - Chambre) (Echantillon 638)
- o Dalle de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris (Rez de chaussée - Logement 3 - Salle de bain) (Echantillon 646)
- o Colle grise de plinthe (Rez de chaussée - Hall foyer) (Echantillon 656)
- o Colle grise de plinthe (Rez de chaussée - Hall foyer) (Echantillon 657)
- o Colle grise de faïence (Rez de chaussée - Hall foyer) (Echantillon 658)
- o Colle grise de faïence (Rez de chaussée - Hall foyer) (Echantillon 659)
- o Colle grise de plinthe (Rez de chaussée - Hall d'entrée) (Echantillon 669)
- o Béton gris du limon (Rez de chaussée - Escalier 1) (Echantillon 671)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du mur porteur (Rez de chaussée - Escalier 1) (Echantillon 672)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond (Rez de chaussée - Escalier 1) (Echantillon 673)
- o Peinture blanche + béton gris de la pailasse (Rez de chaussée - Escalier 1) (Echantillon 674)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris (Rez de chaussée - Logement gardien - Séjour) (Echantillon 688)
- o Béton gris (Sous-sol) (Echantillon 693)
- o Conduit en fibres ciment (Sous sol) (Echantillon 696)
- o Peinture + enduit blanc + béton gris du muret (Extérieur) (Echantillon 708)

Au vu des résultats il faut considérer :

- **L'ensemble des dalles de sol et colles noires amianté dans l'ensemble des chambres de la résidence sur tous les niveaux**
- **L'ensemble des colles grise de plinthes au rez-de-chaussée amianté**

Repérage Amiante - Travaux n° 24-CROUS-2 REVISION 1



- **L'ensemble des peintures et enduits sur voiles bétons (murs, plafonds, paillasses, limon) dans les escaliers 1 et 2 sur toute la hauteur.**

Les matériaux contenant de l'amiante seront retirés et seront conditionnés sous double film polyane avec cerclage plastique pour palette et étiquetés conformément à la réglementation par l'entrepreneur.

Le stockage sur site sera interdit. Tous les déchets d'amiante seront évacués dans les 48h.

Les sacs seront transportés soigneusement vers la zone de stockage définie par le plan de retrait dans l'attente de leur enlèvement vers l'installation de traitement.

- 3.2.9.1 Retrait des dalles de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage des dalles de sol souple + colle jaune + ragréage gris + dalle de sol dure rouge + colle noire amiantés
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.2 Retrait d'amiante sur béton amiantée
Il est attendu du titulaire un désamiantage du béton amianté
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.3 Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage de la Peinture + enduit blanc + béton gris du plafond amiantés
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.4 Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris de la paillasse amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage de la Peinture + enduit blanc + béton gris de la paillasse amiantés
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.5 Retrait de la colle grise de faïence amiantée
Il est attendu du titulaire un désamiantage de la colle grise de faïence amiantée
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.6 Retrait du joint souple gris amianté sous évier
Il est attendu du titulaire un désamiantage par retrait du joint souple gris amianté sous évier
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier
- 3.2.9.7 Retrait Peinture + enduit blanc + béton gris du mur porteur
Il est attendu du titulaire un désamiantage de la Peinture + enduit blanc + béton gris sur mur porteur amianté
Localisation :
- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.8 Retrait des dalles de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage des dalles de sol souple + colle jaune + dalle de sol dure + colle noire + ragréage gris amiantés

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.9 Retrait des colles grise de plinthe amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage des colles grises de plinthes amiantées

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.10 Retrait de l'amiante sur béton gris du limon amianté
Il est attendu du titulaire un désamiantage du béton gris du limon amianté

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.11 Retrait de l'amiante sur béton gris au sous-sol amianté
Il est attendu du titulaire un désamiantage du béton gris au sous-sol amianté

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.12 Retrait du conduit en fibre ciment amianté
Il est attendu du titulaire la dépose du conduit en fibre ciment amianté

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.13 Retrait de la peinture + enduit blanc + béton gris du muret (Extérieur) amiantés
Il est attendu du titulaire un désamiantage de la Peinture + enduit blanc + béton gris du muret (Extérieur) amianté

Localisation :

- Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

- 3.2.9.14 Rappel au vu des résultats à considérer
Au vu des résultats il faut considérer :

- L'ensemble des dalles de sol et colles noires amianté dans l'ensemble des chambres de la résidence sur tous les niveaux
- L'ensemble des colles grise de plinthes au rez-de-chaussée amianté
- L'ensemble des peintures et enduits sur voiles bétons (murs, plafonds, paillasses, limon) dans les escaliers 1 et 2 sur toute la hauteur

Localisation :

- Pour mémoire, selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.10 Enlèvement des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante auront été conditionnés sous double film polyane avec cerclage plastique pour palette et étiquetés conformément à la réglementation par l'entrepreneur.

Le stockage sur site sera interdit. Tous les déchets d'amiante seront évacués dans les 48h.

Les sacs seront transportés soigneusement vers la zone de stockage définie par le plan de retrait dans l'attente de leur enlèvement vers l'installation de traitement.

3.2.11 Transport

La mise à disposition des véhicules de transport et le routage est à la charge du présent lot.

Il devra être effectué dans le strict respect : du dernier décret en vigueur, des textes réglementaires régissant les transports des déchets dangereux, de la directive Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).

Le transporteur devra justifier de son agrément pour le transport des matières dangereuses (certificat délivré par la DREAL du département du transporteur).

Si le transport s'opère par voies routières, il se fera sous couvert de la législation RTMDR.

S'il s'opère par voies ferroviaires, il s'agit du règlement dit « arrêté RID ».

3.2.12 Suivi des déchets

Le titulaire du lot présentera le BSDA, rempli et numéroté, au Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre le présentera pour signature au Maître d'Ouvrage et le restituera au titulaire pour l'évacuation par un transporteur agréé pour le transport des matières dangereuses.

Le titulaire du lot, fait une copie du BSDA remis au transporteur et le transmet au Maître d'œuvre.

Les BSDA portent un numéro d'identification unique. Le poids du déchet est estimé par l'entreprise de désamiantage, titulaire du lot.

Le poids définitif est délivré par l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) lors de la pesée de réception.

Après réception des déchets par l'installation de vitrification, les BSDA sont obligatoirement retournés au Maître d'Ouvrage, propriétaire des déchets.

L'utilisation de Track Déchets est requis et sera utilisé par l'entrepreneur afin de garantir le suivi des déchets.

3.2.13 Traitement des déchets amiantés

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués par le présent lot au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Les déchets amiantés seront dirigés vers plusieurs filières d'élimination, selon leur nature :

- les déchets amiantés non friables et intègres tels que les plaques de fibrociment peuvent être évacués vers certains centres d'enfouissement de classe 3 aménagés ou vers un CET (centre d'enfouissement technique) de classe 2
- les déchets amiantés friables (ou non friables dégradés) ainsi que tous les consommables et EPI (Equipeement de Protection Individuel) contaminés sont évacués vers un CET de classe 1,

Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

L'entreprise remettra en fin d'opération l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées

Nota : l'ensemble des déchets amiantés générés par un chantier de désamiantage, friables ou non, peuvent également être évacués vers le centre de vitrification.

Le choix retenu sur cette opération est plutôt d'éliminer les déchets amiantés en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD)

3.2.14 Empoussièrèment

L'entreprise sera tenue de fournir les mesures d'empoussièrèment avant repli des installations de chantier et d'autres mesures d'empoussièrèment après dégagement des installations.

3.2.15 Mesure de 2ème restitution amiante après déconfinement

Lors des contrôles de restitution obligatoires réalisés après un chantier amiante, le donneur d'ordre devra prévoir des mesures de 2ème restitution amiante. Il s'agit de mesures d'empoussièrèment de l'air effectuées après la dépose des confinements de sécurité. Si les résultats sont satisfaisants, la procédure de restitution des locaux pourra se poursuivre. Dans le cas contraire, des opérations de sécurisation supplémentaires seront prescrites.

3.2.16 Reconnaissance des Flux et des Installations (RFI) en fin de chantier amiante

Fourniture par le présent lot d'une Reconnaissance des Flux et des Installations (RFI) en fin de chantier amiante permettant de vérifier l'état des réseaux et installations après les travaux de retrait d'amiante, avant la restitution du site et/ou la reprise par une autre entreprise .

Le document à fournir comprendra :

- La vérification de l'intégrité ou la neutralisation des réseaux (électriques, eau, gaz, CVC, télécom, etc.).
- L'assurance que les réseaux ne présentent aucun risque (réactivation accidentelle, fuite, court-circuit...).
- Le contrôle et la conformité des interventions par rapport au plan initial de retrait amiante.
- La préparation le site pour la suite des travaux, en garantissant un état clair et sécurisé des installations.

3.3 DEPLOMBAGE

3.3.1 Rapport de diagnostic plomb

Des rapports de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant travaux démolition (curage ici) sont joint au DCE :

RAAD– n° 24-CROUS-2 PLOMB

Etabli le 23/07/2024 par la société Chevalier DIAG

Ce rapport met en évidence :

- **La présence de matériaux contenant du plomb** dont certaines à des concentrations supérieures à 1 mg/cm² absence de revêtements contenant du plomb au-dessus du seuil réglementaire
Ces produits sont à traiter comme décrits à la suite

3.3.2 Dispositions générales

L'entrepreneur chargé du présent lot se référera aux clauses, stipulations, réglementations, et impositions des documents officiels de référence existants applicables aux travaux du présent lot.

L'entrepreneur adjudicataire sera notamment tenu de se conformer obligatoirement :

- aux normes françaises publiées par l'AFNOR
- aux documents techniques unifiés (D.T.U.) et leurs additifs publiés par le C.S.T.B.
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations concernant la sécurité, notamment :

Le Code de la Santé Publique et les articles L.1334-5 à 12 et R1334-10 à 12

Relatifs au constat de risque d'exposition au plomb (CREP)

Le Code du Travail et plus précisément l'article 4121-1 et articles R. 4412-1 à R. 4412-164

Relatif aux principes généraux de prévention et relatifs à la prévention du risque chimique

La Norme Française X46-030 d'avril 2008

"Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb"

La Norme Française X46-032 d'avril 2008

« Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol »

La Norme Française P 41-021

" Repérage du plomb dans les réseaux intérieurs de distribution d'eau potable.

Les dispositions suivantes n'ont pas un caractère exhaustif; en tout état de cause la méthodologie de l'entreprise devra être obligatoirement validée par les organismes officiels de prévention (Inspection du travail, CRAM, QPP BTP, Médecine du travail).

3.3.3 Rapport d'état d'accessibilité au plomb

Les diagnostics plomb réalisés mettent en évidence la présence de plomb et notamment sur les éléments suivants dans des concentrations supérieures à 1mg/cm² :

RAAD– n° 24-CROUS-2 PLOMB

Etabli le 23/07/2024 par la société Chevalier DIAG

4ème étage - ESC 1

1313		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,28		0	
1314		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

4ème étage - ESC 2

1330		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,06		0	
1331		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

3ème étage - ESC 1

2679		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,22		0	
2680		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

3ème étage - ESC 2

2696		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,1		0	
2697		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

2ème étage - ESC 1

3739		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,01		0	
3740		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

2ème étage - ESC 2

3756		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,22		0	
3757		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

1er étage - ESC 1

4799		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,17		0	
4800		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

1er étage - ESC 2

4816		Huisserie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,09		0	
4817		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26	Etat d'usage (Traces de chocs)	2	

Rez-de-chaussée - ESC 2

5247		Huissierie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,27			0	
5248		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
Nombre d'unités de diagnostic : 9									

Rez-de-chaussée - DETENTE COMMUNE

5278		Huissierie Porte (partie haute)			0,16			0	
5279		Portes des placards (partie basse)	Bois	Peinture	1,33		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
5280		Huissierie Portes des placards (partie basse)	Bois	Peinture	1,33		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
Nombre d'unités de diagnostic : 15									

Rez-de-chaussée - ESC 1

5308		Huissierie Porte (partie haute)	Bois	Peinture	0,19			0	
5309		Garde-corps (mesure 1)	Métal	Peinture	6,26		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
Nombre d'unités de diagnostic : 9									

Extérieur

5505		Mur pignon (mesure 2)			0,02			0	
5506		Porte accès caves (partie basse)	Métal	Peinture	2,21		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
5507		Huissierie Porte accès caves (partie basse)	Métal	Peinture	2,21		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
5508		Garde-corps accès caves (mesure 1)	Métal	Peinture	4,56		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
5509		Barreaudage accès caves (mesure 1)	Métal	Peinture	4,56		Etat d'usage (Traces de chocs)	2	
Nombre d'unités de diagnostic : 16									

REM : Non mesuré car l'unité de diagnostic est absente des visés par le règlementation

3.3.4 Rappel sur le plomb

La céruse (hydrocarbonate de plomb) a été très couramment employée dans les mélanges pour la fabrication de peintures et enduits jusqu'en 1948, date à laquelle son utilisation par les professionnels a été interdite.

En effet, l'absorption de plomb peut provoquer de graves atteintes à la santé. Le plomb et ses composés ont d'ailleurs fait l'objet du premier tableau de maladies professionnelles en 1919.

L'absorption se fait presque exclusivement par voie digestive ou pulmonaire.

Au-delà d'un certain seuil l'ingestion de plomb provoque des troubles réversibles (anémie, colique de plomb, etc.) ou irréversible (atteinte du système nerveux, etc.).

Les opérateurs en charge des travaux exposés au plomb doivent disposer d'un suivi médical spécial lié à cette exposition (suivi de plombémie) avec certificat d'aptitude médical.

3.3.5 Choix technique

Afin de garantir la santé des opérateurs en phase de déconstruction ainsi que la traçabilité des déchets du chantier, les produits contenant du plomb sont isolés et retirés sélectivement.

Tous les ouvrages et corps d'état secondaires sont déposés en amont de la démolition lourde en mettant en œuvre les dispositifs de protection et de confinement adéquat. Les éléments métalliques ou les charpentes en bois recouvertes de peinture au plomb sont déconstruits mécaniquement.

3.3.6 Analyse des risques concernant le retrait des matériaux recouverts de peinture au plomb

Le titulaire réalise une analyse des risques spécifique et relative aux peintures au plomb en fonction de son mode opératoire. Cette analyse des risques et les dispositions de protection retenues sont soumises à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre et du coordonnateur SPS avec intégration des remarques ou modifications le cas échéant, puis transmise aux organismes de prévention.

Le retrait de la peinture doit être effectué :

- En limitant les émissions de poussières de plomb
- En protégeant les opérateurs et notamment leurs voies respiratoires ;
- En protégeant l'environnement (dispositif de calfeutrement, etc.).

Pour les éléments recouverts de plomb, la limitation des émissions de poussière peut être réalisée par maintien de la peinture sur le bois ou le métal.

Pour les éléments démontables :

- Démontage des éléments recouverts de peinture au plomb ;
- Évacuation des produits vers un site d'enfouissement de classe 2 après validation du test de lixiviat.

3.3.7 Mesure de prévention collective

Pour le traitement des éléments possédant une peinture chargée en plomb, le titulaire doit mettre en place à minima les Équipements de Protection Collective suivants :

- Contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol afin de pouvoir le comparer avec le contrôle réalisé en fin de chantier ;
- Moyens d'évacuation des gravats limitant la pollution à l'extérieur de la zone de travail ;
- Isolement de la zone de travaux pour éviter la dissémination de poussières à l'extérieur (si besoin à l'aide d'un film plastique étanche épaisseur 200µm) ;
 - Calfeutrement polyane autour de la zone d'intervention avec mise en renouvellement d'air et dépression au moyen d'extracteurs et d'un sas d'accès en zone.

3.3.8 Précautions à mettre en œuvre liées à la présence de plomb

Les éléments métalliques et les fers des bâtiments sont découpés au moyen d'une pince à ferraille montée en équipement sur la pelle de démolition ou déboulonnés manuellement.

L'usage du chalumeau, à l'origine notamment d'une émanation de vapeurs de plombs nocives, est strictement interdit.

Les éléments déposés sont stockés sur une aire spécifique pour être ensuite dirigés vers une plateforme de revalorisation habilitée à traiter les métaux recouverts de peinture au plomb (avec une traçabilité permettant le suivi des éléments couverts de peinture au plomb, notamment BSDD). Une benne spécifique contenant les métaux avec peinture au plomb doit être mise en place.

Les éléments en bois recouverts de peinture au plomb sont déposés sans ponçage préalable et en limitant les émanations de poussière pour être conditionnés et dirigés vers une filière de recyclage ou de traitement adaptée à traiter ces éléments.

Les peintures situées sur les murs porteurs sont maintenues en place dans les bâtiments à risque de chute pour les opérateurs. Des dispositions sont prises lors de la démolition pour limiter les envois de poussière. Les déchets sont dirigés vers une plateforme de recyclage ou un centre d'enfouissement après vérification par test lixiviat de la non-toxicité des déchets pour l'environnement (choix de l'exutoire en fonction du test, à charge du titulaire).

Les cloisonnements recouverts de peinture au plomb sont déconstruits en mettant en œuvre les dispositifs de protection ci-après. Les produits sont conditionnés puis dirigés vers un centre d'enfouissement après réalisation d'un test de lixiviat comme décrit ci-dessus.

3.3.9 Protection des opérateurs travaillant sur des ouvrages avec peinture au plomb

Les opérateurs chargés de déposes ou découpes sur des éléments métalliques doivent porter des Équipements de Protection Individuelle et des équipements de protection respiratoires permettant la filtration des poussières de plomb volatiles et de gaz. Ils doivent disposer d'un suivi médical spécial lié à cette exposition (suivi de plombémie) avec certificat d'aptitude médical.

Les Équipements de Protection Individuelle doivent être adaptés suivant le niveau estimé lors de l'analyse des risques.

Des mesures de contrôle du niveau d'empoussièrement au plomb doivent être réalisées selon les mêmes procédures que celles décrites pour les travaux de désamiantage.

Il est demandé à minima les éléments de protection suivants :

- Rédaction d'un mode opératoire complet (travaux + hygiène) ;
- Port de combinaisons jetables de catégorie 5 ou de catégorie 5 et 6 en cas de présence de liquide ;
- Port de gants jetables ;
- Réalisation d'une campagne de prélèvements de l'atmosphère sur opérateurs, de même nature que celle
- réalisée pour les travaux de désamiantage ;
- L'information et la formation du personnel ;
- La fourniture de bordereaux de mise en décharge spécifique ;
- La transmission du document d'information préalable au médecin du travail, au CHSCT et aux préventeurs.

3.3.10 Procédés de traitement des peintures au plomb du site

3.3.10.1 Retrait par décapage des garde-corps recouverts de peinture au plomb

Il est attendu du titulaire un déplombage par décapage des gardes corps recouverts de peinture au plomb

Localisation :

- Selon le repérage des éléments recouverts de peinture au plomb

3.3.10.2 Retrait par décapage des portes et huisseries des placards recouverts de peinture au plomb

Il est attendu du titulaire un déplombage par décapage des portes et huisseries des placards recouverts de peinture au plomb

Localisation :

- Selon le repérage des éléments recouverts de peinture au plomb

3.3.10.3 Retrait par décapage des portes et huisseries d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb

Il est attendu du titulaire un déplombage par décapage des portes et huisseries d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb

Localisation :

- Selon le repérage des éléments recouverts de peinture au plomb

3.3.10.4 Retrait par décapage des garde-corps et barreaudages d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb

Il est attendu du titulaire un déplombage par décapage des garde-corps et barreaudages d'accès aux caves recouverts de peinture au plomb

Localisation :

- Selon le repérage des éléments recouverts de peinture au plomb

3.4 DIAGNOSTIC PRODUIT EQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS – « PEMD »

Conformément aux dispositions relatives à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et notamment à la loi n° 92.646 du 13 juillet 1992, qui prévoit que depuis le 1^{er} juillet 2002 seuls sont admis en installations de stockage, les déchets ultimes, le titulaire est tenu de procéder au tri sélectif des matériaux/déchets de démolition selon les prescriptions du présent cahier des charges.

À cette fin, un diagnostic PEMD avant réhabilitation du bâtiment a été réalisé, et joint au DCE :

DIAG PEMD : 25-CROUS-1 - CROUS NORMANDIE - RESIDENCE ANGO – PEMD établi le 04/03/2025 par la société Chevalier DIAG

ANNEXE DIAG PEMD : 25-CROUS-1 - CROUS NORMANDIE - RESIDENCE ANGO - ANNEXE PEMD établi le 04/03/2025 par la société Chevalier DIAG

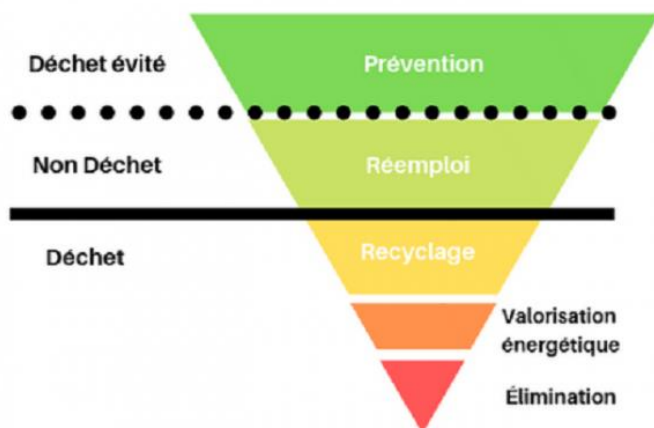
3.4.1 Recherches des filières de traitement

Le titulaire devra, à partir du diagnostic PEMD et des documents joints au présent DCE, valider ou à défaut identifier pour chaque type de PEM les différentes possibilités de traitement afin de respecter les taux de valorisation souhaités.

Si le réemploi n'est pas envisageable, la solution retenue devra tenir compte de la hiérarchie des modes de traitement :

1. Préparation en vue de la réutilisation
2. Le recyclage
3. La valorisation matière

Si aucune de ces possibilités n'est envisageable, le titulaire de travaux pourra proposer la valorisation énergétique puis en dernier recours l'élimination.



3.4.2 Réemploi in situ

Mesure de réemploi in-situ non prévue dans le cadre l'opération au moment de la rédaction du présent cahier des charges .

3.5 CURAGE

L'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

Dans le cadre de ces dispositions, l'entrepreneur aura notamment à sa charge, le cas échéant :

- mise en place de tous étaitements qui s'avéreront nécessaires et leur maintien pendant la durée nécessaire
- sciage, coupement soigné des ouvertures à créer
- descellement avec soins des ouvrages cités ci-après
- protection et conservation des ouvrages conservés (isolation de zones, protections particulières, etc.)
- toutes autres dispositions qui s'avéreront nécessaires, compris travaux en sous œuvre si nécessaire

Avant démarrage des travaux de démolitions, les installations existantes (fluides, élec, etc, ...), les appareils électriques, sanitaires, chauffage, etc, ... seront mises hors fonctionnement. La dépose sera à la charge du présent lot.

Tous les matériaux des travaux de démolition (**curage et dépose ici**) seront chargés et évacués réglementairement aux décharges publiques concernées, compris transport et droits de décharges.

Tri des déchets avec mise en place de bennes identifiées pour la bonne réalisation du tri des déchets.

- l'évacuation des gravois se fera par goulotte et bennes et seront à la charge du présent lot, ainsi que les frais de décharge
- le chantier sera parfaitement nettoyé après finition des démolitions (**curage et dépose ici**) et réceptionné par le maître d'œuvre.

En résumé, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires pour assurer et garantir dans tous les cas la sauvegarde et le maintien sans dommage des ouvrages où il doit intervenir, pendant et après l'exécution des démolitions et déposes (**curage et dépose ici**)

Compris toutes sujétions de mise en œuvre, d'échafaudage, de protections particulières et d'ouvrages complémentaires.

3.5.1 Responsabilité et sécurité générale

3.5.1.1 Responsabilité des dégradations causées

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées sur les propriétés voisines, sur la voie publique ou sur les bâtiments et ouvrages mitoyen. Il reste bien entendu, que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels et corporels du fait de ses travaux

3.5.1.2 Sécurité générale

L'entreprise aura à sa charge toute mesure de sécurité jugée utile par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS ou l'entrepreneur lui-même. L'entrepreneur devra prévoir l'organisation des secours en cas d'accident, avec des tenues réglementaires mises à disposition des services de secours.

3.5.2 Travaux de dépose et de curage

L'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

Limite de prestation / clarification :

- **Toutes les démolitions lourdes et /ou ouverture à réaliser dans murs existants porteur demeurent à la charge du lot Gros-Œuvre**
- **Tous les séparatifs sont conservés suivant état existant v/s état projet**
- **La dépose du complexe de la toiture terrasse étanchée isolée formant couverture principale du Bâtiment sera à la charge du lot Etanchéité .**
- **Les descentes EP raccordées et en connexion avec la toiture terrasse seront conservés et laissé en place (les coffrages intérieurs les encoffrant pourront être déposés néanmoins)**
- **Les lanterneaux de désenfumage émergent en toiture terrasse seront conservés**
- **L'entrepreneur devra assurer la sécurité des travailleurs lors de ses interventions en toiture terrasse**
- **La préparation des supports nécessitant des travaux préparatoire tel que le ponçage des sols demeure à la charge des lots de finitions et dudit corps d'état concernés**

Dans le cadre de ces dispositions, l'entrepreneur aura notamment à sa charge, le cas échéant :

- mise en place de tous étalements qui s'avéreront nécessaires et leur maintien pendant la durée nécessaire
- descellement avec soins des ouvrages et rebouchage immédiat des trous
- protection et conservation des ouvrages conservés (isolation de zones, protections particulières, etc.)
- toutes autres dispositions qui s'avéreront nécessaires, compris travaux en sous œuvre si nécessaire
- arrosage pour limiter les poussières

L'entrepreneur devra réaliser les DICT réglementaires.

Avant démarrage des travaux de démolitions, les installations existantes (fluides, élec, etc, ...), les appareils électriques, sanitaires, chauffage, etc, ... seront mises hors fonctionnement par l'entreprise attributaire du présent lot.

En résumé, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires pour assurer et garantir dans tous les cas la sauvegarde et le maintien sans dommage des ouvrages où il doit intervenir, pendant et après l'exécution des démolitions et déposes (**curage et dépose ici**)

Compris toutes sujétions de mise en œuvre, d'échafaudage, de protections particulières, d'ouvrages complémentaires, et frais liés à la voirie.

3.5.2.1 Travaux de dépose et de curage proprement dit

Concerne : Bâtiment JEHAN ANGO de la résidence PANORAMA suivant plan existant et plan projet

Les travaux de dépose et de curage comprennent entre autres mais d'une manière non limitative :

3.5.2.1.1 *Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations sanitaires*

Appareils, production d'eau chaude, canalisations, robinetteries, etc, ...

3.5.2.1.2 *Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations de chauffage*

Corps de chauffe, réseaux, etc, ...

3.5.2.1.3 *Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations électriques CFO CFA,*

Equipement, appareillage, filerie gaines fourreaux et autres

3.5.2.1.4 *Dépose et enlèvement des équipements techniques du lot CVC PB implantés en toiture terrasse*

Equipement type CTA , etc...

Mise en œuvre de batardeaux au droit des percements laissés en toiture terrasse suite à la dépose de conduit ou autre en provenance du plancher bas . Batardeaux laissés en place et déposés par le lot Etanchéité au cours de son intervention.

3.5.2.1.5 *Dépose de l'ensemble des cloisonnements intérieurs*

3.5.2.1.6 *Dépose des blocs-portes*

3.5.2.1.7 *Dépose des isolants intérieurs*

3.5.2.1.8 *Dépose de l'intégralité de la structure légère des façades*

Ossature bois, isolants, doublage intérieur

3.5.2.1.9 *Dépose des revêtements sols non amiantés*

Nota : dépose des complexes de sols amiantés géré en amont du curage

3.5.2.1.10 *Dépose des revêtements muraux non amiantés*

Nota : dépose des complexes des revêtements muraux amiantés géré en amont du curage

3.5.2.1.11 *Dépose de l'ensemble des menuiseries extérieures, et fermetures du bâtiment*

3.5.2.1.12 *Dépose des ensembles métalliques garde-corps et autres*

3.5.2.1.13 *Dépose du complexe d'isolation thermique extérieure existant et panneau de finition également*

3.5.2.1.14 *Au surplus suivant plans existants v/s plans projet*

3.5.3 Evacuation des gravois

Tous les matériaux des travaux de démolition (**curage et dépose ici**) seront chargés et évacués règlementairement aux décharges publiques concernées compris transport et droits de décharges.

L'évacuation des gravois se fera par goulotte et bennes et seront à la charge du présent lot, ainsi que les frais de décharges.

Le chantier sera parfaitement nettoyé après finition des démolitions (**curage et dépose ici**) et réceptionné par le maître d'œuvre.

Rappel : La pollution dans les remblais de la couche de surface imposera une évacuation en ISDI (Déchets Inertes).

Localisation :

- Pour l'ensemble des gravois provenant des démolitions, dépose, curage décrites ci-avant.

3.5.4 Nettoyage / Replieement

Replieement complet des installations, palissades, protections, signalisations, les étaieements éventuels étant laissés en place, nettoyage complet.

Nota : le replieement des protections, des palissades, des signalisations de chantier du présent lot sera effectué juste avant le début des travaux de réhabilitation

3.5.5 Procès-verbal de fin de travaux

En fin de travaux, il sera procédé, en présence, du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage à la réception des travaux avec établissement d'un PV de réception.

Localisation :

- Procès-verbal de fin de travaux

3.5.6 Dossier des ouvrages exécutés en fin d'intervention

Documents des ouvrages exécutés remis en fin d'intervention .

Une présentation soignée et proposé par le Maître d'œuvre sera exigée :

- **1 exemplaire papier sous forme de classeur de même taille et de même coloris**
- **1 exemplaire format numérique (PDF ou clé USB)**

Ces documents comprennent principalement :

1. Page de garde

- Projet :
- Maître d'ouvrage :
- Entreprise :
- Date de remise :

2. Sommaire

3. Fiche d'identité du chantier

- Adresse du site :
- Nature et étendue des travaux :
- Dates de début et de fin :
- Intervenants :
- Coordonnées des responsables :

4. Plans et documents graphiques

- Plans d'état initial
- Plans d'état après démolition
- Plans des ouvrages conservés

5. Fiches techniques et constats

- PV de neutralisation des réseaux
- PV de démontage ou de curage
- Fiche de contrôle final
- État des ouvrages conservés

6. Gestion des déchets

- Bordereaux de suivi des déchets (BSD)
- Quantités évacuées
- Traçabilité des filières
- Attestation de retrait ou absence d'amiante/plomb

7. Photographies

- Avant / Pendant / Après démolition
- Protections mises en place
- État des ouvrages conservés

8. Attestations et rapports divers

- Attestation de fin de travaux
- Rapport de conformité
- Rapport de fin de chantier
- Attestations réglementaires

9. Annexes

- PPSPS / PRA
- Autorisations administratives
- Comptes rendus de chantier
- Correspondances importantes